



## Communiqué FSU 72 à propos du pass sanitaire

La FSU 72 conteste l'imposition généralisée du contrôle des populations via le pass sanitaire.

Elle dénonce la campagne de communication qui présente cette solution comme la seule possible, dans une analyse indéfectiblement victorieuse de la politique présidentielle. En effet, depuis des mois, la FSU exprime la nécessité de réponses quasi civilisationnelles, à la hauteur de cette crise, pour sortir de la logique d'urgence qui sans cesse revient au gré des poussées épidémiques. La FSU se mobilise depuis des années pour que les services publics puissent faire face aux enjeux démographiques (1 million d'habitant-es en plus tous les 3 ans), démocratiques, d'égalité, d'environnement. Mais rien n'a été fait en ce sens. En un an et demi de crise, le gouvernement s'est donc condamné à n'avoir aucun moyen d'action : pas d'institution scientifique crédible comme le GIEC, pas de vaccin français... La responsabilité des gouvernants dans l'incurie actuelle, président de la République en tête, est totale.

Cette inaction politique assumée, conséquence aussi d'un manque de courage patent, empêche nombre de libertés individuelles de rassemblement, d'expression, de participation à la vie publique, crée des inégalités croissantes fondées sur l'âge, la classe sociale, l'état de santé, crée massivement des détresses psychiques et existentielles lourdes en confrontant de nombreux et nombreuses citoyen-nes à des fin de vie, des morts, des inhumations inhumaines. Elle place en épuisement les actrices et acteurs de santé, de surcroît potentiellement affrontés à des choix douloureux de priorités de soins. Les morts provoquées par la covid lors de la période hivernale, à raison de 250 par semaines, ont été considérables.

Pire, loin d'adapter et d'augmenter la réponse publique face à cette crise, ce gouvernement maintient ses projets de destruction de l'état social (assurance chômage, retraites, sécurité sociale) et des services publics (notamment de santé et d'éducation). Il ne prend pas position pour que les vaccins soient sortis de la propriété privée et diffusés planétairement sans entrave économique.

Le pass est une mauvaise réponse politique à une vraie question sanitaire. Adopté par un seul homme, sans débat éthique, il remplace une obligation de vaccination qui ne s'assume pas. Il renforce encore le contrôle de la population, contrevient au principe du secret médical, contrevient au respect de la vie privée, et fracture la société en rendant la vie impossible aux réfractaires, mais aussi et sans distinction, à celles et ceux pour qui la vaccination est médicalement contre-indiquée. Il ne prend pas en compte l'éloignement de certaines populations de la vaccination pour des raisons géographiques, culturelles ou sociales (habitant.es des zones rurales, personnes âgées isolées sans internet, SDF, sans papier, personnes ne maîtrisant pas la langue française...). Les ressorts utilisés sont ceux d'une culpabilisation dans la relation aux autres, d'une renonciation non consentie à son propre avis, de jugements moraux croisés diabolisant le ou la "non vacciné-e", de chantage au revenu et à l'emploi, de chantage à la vie sociale et culturelle. Que de violences créées! C'est le pire des procédés.

Pour la FSU, la vaccination est une avancée historique majeure dans l'histoire de la santé humaine. Encore faut-il mettre en place les moyens pour qu'elle soit accessible à toutes les populations, en France comme partout dans le monde. Mais soumise au marché, elle n'est pas indemne de critiques et est source de réelles inquiétudes qu'on ne peut apaiser par l'imposition, ni par les formes propagandistes qui existent aujourd'hui dans les médias. C'est un enjeu de culture historique, d'approche scientifique, d'éducation, de conviction personnelle, qui nécessite un travail humain, d'éducation, de pensée, d'échange. L'École, l'éducation populaire, l'éducation nouvelle, sont à ce titre centrales dans la démarche.

Pour la FSU, les choix politiques doivent tous porter, dès aujourd'hui, à l'ambition d'un autre présent, véritable jour d'après, qui pour être réellement débarrassé de cette urgence récurrente qui condamne nos libertés, doit faire faire à notre société un grand pas vers une nouvelle étape historique de protection sociale, de respect climatique, de recherche, de santé, de culture, d'éducation et de démocratie. Cette gestion coordonnée, respectueuse tout à la fois de ses objectifs politiques et de chaque citoyenne et citoyen, ne peut que se réaliser sous maîtrise de services publics refondés, que la FSU définit dans un livre récent comme "du XXIème siècle".

La FSU 72 s'inscrit dans la contestation du pass sanitaire, même si elle ne saurait partager des thèses complotistes, anti-vac, d'extrême droite, présentes dans les manifestations, ni les tentatives d'instrumentalisation politique qui ont eu lieu par le rassemblement national et plus largement les souverainistes de l'extrême droite.

La FSU est contre un contrôle généralisé et centralisé des données individuelles de santé.

La FSU est pour une vaccination raisonnée et massivement consentie, pour une protection sociale et sanitaire nouvelle, pour un monde d'après climatiquement compatible et démocratique.